

Risques anciens, risques nouveaux en agriculture paysanne dans la vallée du Sénégal

André LERICOLLAIS *

Le terme de risque est employé ici dans son sens premier et commun de péril, de danger plus ou moins prévisible, de dommage éventuel. L'analyse de l'amplitude et de la fréquence des variations qui affectent les facteurs de production, est le moyen de rendre compte de l'aléa, mais pas des risques tels qu'ils sont supportés par les intéressés. La gravité s'en mesure, après que les producteurs aient mis en œuvre les parades aux inconvénients qui en résultent. C'est en prenant en compte les pratiques et en se référant aux économies paysannes que les risques seront mis en évidence.

Dans les milieux sahéliens les cycles agricoles rencontrent des contraintes écologiques, soumises à des variations aléatoires. Les conséquences enregistrées au niveau de la production sont graves parce que le gradient de ces variations est extrême et qu'elles atteignent les potentialités déjà très faibles des systèmes agricoles. Les exploitants redoutent, en premier lieu, ces écarts. Dans la vallée du Sénégal qui nous intéresse ici, les pratiques paysannes anciennes témoignent, pour les différents milieux exploités, d'une connaissance précise des contraintes naturelles, mais leur capacité à s'accomoder des aléas écologiques a ses limites. L'efficacité de la réponse tient à la nature et à l'ampleur de la perturbation. Les « accidents » n'atteignent pas, sur toute leur étendue, les terroirs et les parcours. Les risques ne se manifestent pas partout avec la même intensité.

Les risques auxquels les paysans de cette région sont confrontés n'ont pas que des origines écologiques ; là comme ailleurs, les réductions imprévues des capacités en travail gênent l'accomplissement des travaux et par conséquent affectent les résultats. L'émigration de la force de travail, fait majeur dans cette région, mérite que l'on s'y arrête, au-delà des perturbations qu'elle occasionne dans le déroulement des travaux agricoles. Elle est souvent perçue comme la conséquence directe des baisses catastrophiques de la production. Certes elle est l'issue, pour les plus démunis pris au dépourvu, lors des graves crises de subsistance ; mais elle résulte, le plus couramment, d'une décision délibérée inscrite dans un projet familial, qui justement vise en premier lieu à soustraire le groupe aux risques jugés inéluctables, aggravés par la pression démographique et la dégradation de l'environnement. De fait, toutes les composantes

* Géographe ORSTOM, Centre ORSTOM, BP 1386, Dakar (Sénégal)

sociales et ethniques de la population riveraine participent aux migrations depuis plusieurs décennies. La stratégie anti-risque passerait par une véritable dispersion de la population active. L'exode rural serait-il, avant tout, une tentative « d'élargir » les systèmes de production locaux ?

Avec les cultures irriguées, diffusées récemment et en progression constante, il est question d'une agriculture « sécurisée », alors que l'éventail des risques s'ouvre. Les accidents de tous ordres au cours des cycles végétatifs, l'insuffisance imprévue en moyens techniques, la variation inopinée du prix des intrants et du cours des produits s'opposent à la réalisation des objectifs. Dans des systèmes de culture comportant dorénavant des charges élevées et destinant une fraction importante de la production à la vente, la chaîne des incertitudes s'est allongée ; mais la diversification des facteurs de risque signifie-t-elle, pour autant, aggravation du risque ?

Les paysans découvrent l'ampleur des perturbations et réagissent avec les techniques et les moyens locaux, à moins que d'autres instances n'interviennent. Il s'avère que les exploitants, en fonction du statut social, du lignage, de l'âge — autrement dit, de leur situation foncière, de la disponibilité en équipement et en force de travail — apparaissent plus ou moins exposés. Avec les innovations adoptées par les systèmes d'exploitation anciens et la mise en place de l'agriculture irriguée, la production est-elle mieux assurée ? Finalement, les dommages ne peuvent s'apprécier qu'en considérant la destination et la fonction prévues pour les productions. Tous les modes d'exploitation agricoles comportent des pratiques contre-aléatoires, afin d'atteindre les objectifs de production, quelles que soient les circonstances. Il reste à en apprécier l'efficacité.

1. RISQUES ANCIENS ET PRATIQUES CONTRE-ALÉATOIRES

Dans la vallée alluviale du Sénégal, les pratiques paysannes anciennes se fondent sur la connaissance des contraintes naturelles. La présence d'une population riveraine nombreuse pourrait indiquer que les techniques de production avaient pris la mesure des faits et rythmes écologiques et que les paysans parvenaient à conjurer les effets de leur variabilité extrême. L'histoire des crises de subsistances aux siècles passés aussi bien que les conséquences des sécheresses qui se sont succédées pendant les deux dernières décennies prouvent que les systèmes d'exploitation n'avaient pas cette capacité !

Les modes d'exploitation anciens tiraient parti des terres et des eaux de la vallée alluviale, et de l'espace sahélien situé en bordure, en suivant les rythmes des saisons et les débits du fleuve. Les risques dûs à l'environnement écologique étaient alors considérables vu l'ampleur de ses fluctuations et le faible degré d'artificialisation qu'impliquent les pratiques paysannes et pastorales.

Le village toucouleur de Guia, situé sur l'un des bras du fleuve — le Doué — à quelques kilomètres de la petite ville de Podor, servira à présenter les composantes des systèmes agricoles riverains. Cet exemple vaut surtout pour la moyenne vallée aval, la partie la plus sahélienne de la vallée du Sénégal.

Jusque vers 1970, les habitants du village pratiquaient principalement :

— la culture de décrue sur berge ou dans la plaine alluviale — *walo* — en saison sèche,

— les cultures pluviales sur les levées alluviales et dans les dunes de bordure en hivernage,

- l'élevage sur les terrains de parcours de la vallée et des bordures sahéliennes,
- la pêche dans le cours du fleuve et dans la zone d'inondation.

Prenons chacune de ces activités. Les limites de leur « élasticité » face aux aléas écologiques montrent où commencent les risques graves de cette origine.

La culture de décrue a lieu après le retrait des eaux sur les parties basses de la plaine alluviale et le long des berges des cours d'eau. Le cycle végétatif, notamment celui du sorgho — la culture principale — a lieu de décembre à mars, et se fonde sur les réserves hydriques du sol. Trois caractéristiques de la crue importent pour ce mode d'exploitation :

- 1) l'ampleur de la crue qui détermine l'étendue des surfaces inondées
- 2) la durée de submersion ; trois semaines sont nécessaires pour l'imbibition totale des sols les plus argileux
- 3) la date de décrue ; les semis se font une dizaine de jours après le retrait des eaux et doivent se placer après les chaleurs de fin d'hivernage et avant les basses températures de la saison fraîche, à la fin novembre ou au début décembre dans cette région.

La courbe de la crue et le cheminement des eaux dans la topographie locale donnent aux terroirs exploitables des configurations très variables. L'exploitation paysanne tente de s'accommoder des conditions créées chaque année par la crue. Les parcelles des cuvettes de décrue et du terroir de berge sont orientées dans le sens de la pente : quand la cuvette est drainée par un talweg rectiligne le parcellaire prend la forme d'un bloc laniéré perpendiculaire à son tracé. En outre, les paysans disposent généralement de parcelles dans des cuvettes hautes et basses. Ainsi, quelle que soit l'ampleur de la crue, chaque famille est en mesure d'exploiter une partie de ses parcelles. Cette culture s'accommode des fluctuations ordinaires du régime du fleuve. En terme de risque il faut souligner que pour ce mode d'exploitation, les principaux travaux commencent après la décrue en connaissance de cause. Il n'y a pas pari sur les conditions hydrologiques de l'année. Sur ce plan l'incertitude porte sur les années futures. En cas de crue très déficitaire, les surfaces exploitables se réduiront à un étroit liseré au creux des cuvettes et le long des cours d'eau.

L'autre risque majeur pour les cultures de décrue provient des attaques de la faune prédatrice en cours et en fin de cycle : acridiens, oiseaux mange-mil, petits rongeurs, singes, phacochères... sans oublier les troupeaux mal gardés. L'importance des dégâts dépend des techniques de défense, de la situation plus ou moins exposée des parcelles, de la vigilance des gardiens. Les chasses collectives préventives, les parcelles regroupées en bloc, la mise en place de clôtures, le déboisement des bordures contribuent à limiter les risques. Un gardiennage assidu mettant en œuvre tout un arsenal de techniques, parvient à les limiter à moins de 20 % de la récolte ; mais celle-ci peut être totalement détruite par des invasions exceptionnelles de rongeurs, d'acridiens, d'oiseaux, ou saccagée par les incursions nocturnes de singes, de phacochères.

Le risque en culture de décrue dépend finalement du mode d'accès à la terre des exploitants. Plus que pour les autres activités il se relie au statut social des paysans. Les familles réputées les mieux dotées sont celles qui disposent de surfaces importantes, mais aussi qui tiennent des terres inondées en cas de crue déficitaire. Elles perçoivent pour les champs prêtés des redevances en nature pouvant atteindre la moitié de la récolte, et disposent de parcelles exploitables dans toutes les situations. C'est dire combien les gens de

basse condition, contraints de cultiver en position défavorable, en ne conservant qu'une fraction de la production, sont exposés au risque agricole dans ce système de culture.

Les techniques de culture n'ont guère changé dans le walo. La préparation des champs, les semis, les sarclages continuent à se faire à la main avec les mêmes gestes et les mêmes outils que par le passé. Il n'y a guère eu d'amélioration des plantes cultivées, pas d'engrais, pas de traitements chimiques hormis les campagnes de lutte anti-aviaire et anti-acridienne qui ont réduit les risques de destruction des récoltes.

Les cultures d'hivernage ont lieu sur les levées de la vallée alluviale et sur les dunes de bordure. La contrainte majeure est alors la rareté et l'irrégularité des pluies. Les pratiques paysannes, comme ailleurs au Sahel, doivent s'adapter à cette contrainte bien connue, par le recours à des variétés à cycle court peu exigeantes en eau, par l'utilisation dans les bas-fonds plus argileux de l'eau qui s'y rassemble et des réserves hydriques du sol.

Dans la région de Podor ces cultures étaient un véritable pari. Les gens de Guia se fixaient sur les dunes situées à une vingtaine de kilomètres au sud du village, avant les pluies, pour défricher et enclôre les champs avec les épineux, puis semer ; avec une faible probabilité de récolter. Ces dernières années les melons, le petit mil, le haricot niébé, les hibiscus ont très peu produit. Avec les sécheresses successives le terroir lui-même se dégrade par les transports éoliens des sables en sommet de dune, le glaçage des sols, la raréfaction des épineux *acacia* et *balanites*, la disparition des haies vives d'euphorbes. Au fil des années les paysans ont abandonné ces terroirs devenus stériles. L'équilibre ancien entre un engagement en travail relativement faible et des cultures diversement productives s'est rompu du fait de contraintes écologiques plus rigoureuses. Aucune innovation technique, dans la région, n'a pu s'opposer à ces abandons. Les paysans ont cherché, vu ces conditions, à s'employer ailleurs.

L'élevage, dans la région de Podor, est surtout le fait des groupes peul mais les villageois possèdent des troupeaux qu'ils confient à des bergers. L'élevage connaissait deux types de risques : la maladie et la faim. Les animaux atteints de déficiences physiologiques étaient décimés par les grandes épizooties. La sécheresse en raréfiant le pâturage aggravait la soudure de la fin de saison sèche, provoquant des hécatombes. Les pratiques pastorales tentaient de neutraliser ces menaces. Dans la vallée du Sénégal, en temps ordinaire, la transhumance permettait de tirer parti des eaux de surface et des eaux pérennes du fleuve, des pâturages du *walo* et des parcours des bordures sahéennes, en fonction des saisons. Les eaux du fleuve et les espaces herbacés ou arborés de la vallée alluviale concentraient les troupeaux avant que les pluies régénèrent le pâturage sahéen.

L'élevage s'accommode généralement mieux de la sécheresse que les cultures ; le pâturage supporte moins mal les déficits et l'irrégularité pluviométriques. Par leur mobilité les troupeaux échappent aux aires stérilisées par la sécheresse et le feu de brousse. Ce n'est que dans le cas d'une sécheresse totale et de vaste extension que les éleveurs sont contraints de liquider une partie de leurs bêtes, d'abattre les moins résistantes et de recourir à des transhumances à grande distance, très hasardeuses, pour tenter de sauver la partie la plus vigoureuse du troupeau. Dans cette situation les troupeaux des villageois apparaissent nettement plus exposés. Ainsi au cours des dernières quinze années les gens de Guia ont quasiment perdu tous leurs bovins.

Avec les épizooties, les éleveurs parvenaient à diviser et à réduire le risque en dispersant le cheptel dans plusieurs troupeaux, et en déplaçant régulièrement les lieux de stabulation. Les services vétérinaires, à l'époque coloniale et

depuis, ont agi efficacement pour la santé animale ; tandis que les services de l'hydraulique multipliaient, dans l'espace sahélien du Ferlo, les points d'abreuvement permanent.

Le pâturage, quant à lui, est resté en l'état. Il s'est réduit en surface du fait de l'extension générale des espaces mis en cultures. Les charges excessives en bétail ont eu pour effet de le dégrader durablement, d'où les hécatombes survenues lors des années de sécheresse.

Des perspectives d'amélioration de l'élevage se fondent sur l'utilisation de sous-produits de la culture irriguée — paille de riz, mélasse de canne à sucre —, à défaut de produire des fourrages artificiels. Une meilleure organisation des filières marchandes vers les marchés urbains conduirait à une gestion des troupeaux davantage orientée vers la commercialisation, et permettrait des déstockages moins catastrophiques à la suite des sécheresses.

La pêche était une ressource importante à l'échelle de la vallée, et le poisson l'une des bases des régimes alimentaires.

Les quantités pêchées varient en fonction de l'abondance du poisson vivant dans les eaux du fleuve. La reproduction se fait en hivernage et cesse en saison fraîche (en novembre-décembre). Les alevins se développent rapidement dans les eaux de la crue puis sont charriés au moment du retrait des eaux vers les fosses du lit mineur. La pêche accuse des variations inter-annuelles importantes liées à l'irrégularité de la crue. L'étendue et la durée de la submersion conditionnent une bonne reconstitution du stock de poisson vivant dans le fleuve. La pêche annuelle moyenne, estimée à environ 30 000 tonnes dans les années 1950, a diminué de moitié dès la première crue très déficitaire, en 1968. Puis, avec les sécheresses successives ou très rapprochées de la dernière période, la réserve ne s'est plus reconstituée et la production locale est demeurée au plus bas.

Guia était un lieu de pêche réputé. Le *walo*, au sud du village, est large et pénétré par plusieurs marigots dont les berges étaient boisées. En hivernage, au moment des hautes eaux, les pêcheurs, se rassemblaient le long de ces cours d'eau poissonneux. Le village comptait quelques familles pêchant toute l'année, tandis que les familles paysannes se contentaient de récupérer le poisson dans les bassins de décantation au moment du retrait des eaux avant la culture de décrue.

Les sécheresses puis l'endiguement de cette partie du *walo* ont durement touché ce secteur d'activité. Les gens de Guia maintenant achètent au marché de Podor du poisson de mer provenant de Saint Louis.

La régression des activités de pêche dans la vallée a toutes chances d'être durable vu l'état du stock dans les eaux du fleuve et le peu de place que tient la pêche dans les projets d'aménagement.

Il n'y a que très peu d'entités familiales dans la vallée qui fondent leur économie sur une activité spécialisée. La notion d'association agro-pastorale, de tous temps, s'est avérée fondamentale dans l'organisation agraire de la région, vu sa fonction anti-risques pour la sécurité alimentaire notamment.

Les systèmes agro-pastoraux en vigueur à Guia, jusque dans les années 1970, sont une bonne illustration de ce qu'étaient les économies familiales fondées sur des activités complémentaires et dont les agencements s'avéraient flexibles suivant les circonstances (fig. 1).

Les associations d'activités, vu leur fréquence, leur diversité et leurs fonctions, — vérifiées à l'échelle régionale —, s'opposent à l'assimilation des groupes statutaires ou castes, à des groupes socio-professionnels quasiment spécialisés ; assimilation souvent faite dans la société *haalpular* avec la répartition de la population en pêcheurs, paysans, éleveurs. Par une recons-

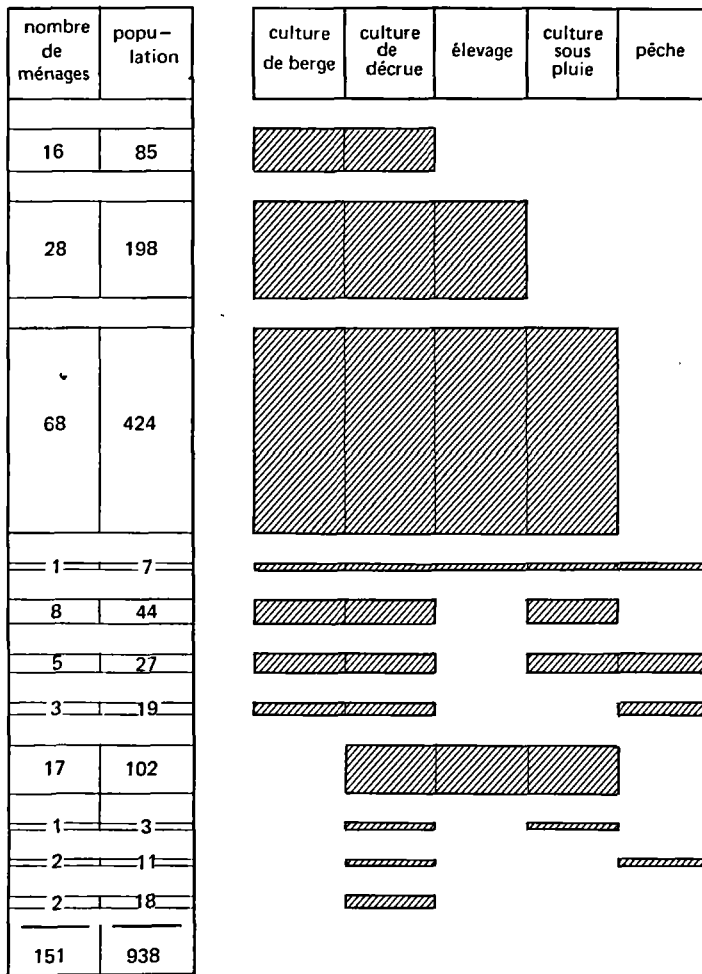


Fig. 1. — Population, activités et ressources à Guia

truction séduisante par sa cohérence et sa clarté, chaque groupe devient attaché à l'exploitation de l'un des milieux de la vallée. La connaissance, le contrôle, voire la maîtrise du milieu en question relèveraient de ce seul groupe. De son exploitation proviendrait l'essentiel des productions. Le groupe statutaire vivrait ainsi en symbiose avec l'un des milieux du bassin fluvial : ses mythes fondateurs, ses savoirs et ses techniques, son système de valeurs s'y référeraient d'une manière dominante sinon exclusive.

En supposant un tel cloisonnement par « niches écologiques », que serait-il advenu dans les situations de crise ? Le principe d'assistance s'exprime principalement au sein du groupe statutaire, dans des sphères restreintes ou élargies qui peuvent inclure les dépendants et la clientèle des gens de caste : artisans, griots. Les liens entre aînés et cadets, entre lignages alliés, entre nobles et serviteurs règlent la répartition des tâches et la circulation des biens. Comment seraient-ils parvenus à pallier le déficit de production et à assurer la

survie des plus dépourvus, avec un système de production fondé sur une seule activité, présentant l'inconvénient, en cas de déficience, de toucher en même temps l'ensemble du groupe ?

On pourra objecter que les bases de l'économie familiale étaient complétées par des échanges entre les catégories de producteurs ; les marchés villageois du Fouta Toro, où s'échangent le poisson, le lait et le mil, en étant le lieu privilégié. La question de la permanence, de l'importance — de la fonction — de ces échanges mérite d'être discutée. Ces échanges impliquent des apports réciproques, des cours ou des taux de troc, autrement dit, la production régulière de surplus. Le problème est là. Certes les échanges existent, souvent codifiés entre groupes statutaires différents ; en cela ils ont une fonction sociale. Ils peuvent être importants en cas de production abondante : bonnes récoltes, afflux saisonniers de lait et de poisson, mais rien n'indique que les cultivateurs, les éleveurs et les pêcheurs de la vallée avaient les moyens et l'habitude de produire, en permanence et en quantité, ces surplus nécessaires à des échanges permanents. En outre, les perturbations dans l'un des modes d'exploitation auraient eu pour effet de tarir les transactions.

La présence de hameaux de serviteurs peul et maures à proximité de terrains de culture afin d'y produire des céréales alors que les autres membres des « fractions » — s'adonnent à l'élevage, montre clairement une autre pratique. La présence de troupeaux importants à côté des villages de paysans, les terrains tenus et exploités par les pêcheurs, signifient que l'économie des groupes familiaux se fonde sur plusieurs activités. L'observation des pratiques alimentaires montre que pour l'essentiel les unités de consommation ont recours à leurs propres productions diversifiées.

Les agencements agro-pastoraux présentent une autre caractéristique : la flexibilité. Après la sécheresse de 1973 de nombreux éleveurs ont accru la superficie des cultures pendant les années nécessaires à la reconstitution des troupeaux. Les terroirs pluviaux se sont déplacés vers les bas-fonds. En saison sèche certains villages ont créé des jardins cultivés avec l'eau des puits. D'une façon générale les temps de récupération pour les cheptels et les ressources halieutiques sont de plusieurs années, la strate arborée se régénère lentement, tandis que les terroirs sont exploitables dès que la crue ou les pluies s'y manifestent, de même pour la strate herbacée. De plus en plus cette flexibilité met en jeu les activités non agricoles et se fonde sur la mobilité saisonnière de la force de travail.

Les solidarités fondées sur les liens de parenté, les rapports statutaires de dépendance ou de clientèle mais qui sortent du cadre des entités domestiques constituées, sont sollicitées et s'expriment, notamment à l'occasion de difficultés graves qui affectent l'agriculture ; localement d'abord, afin de donner accès à des terrains exploitables, de compenser les déficiences de la force de travail et de l'équipement, de suppléer à l'absence de réserves vivrières ou à la disparition du cheptel. Les déficits graves de la production, notamment de la production vivrière, sont compensés dans certaines limites par le recours à d'autres ressources locales, par le déstockage des céréales ou du bétail, par l'échange ou le troc, par l'emprunt. L'aide enfin est un recours fréquent. La dîme coranique régulièrement collectée par les notables et les chefs religieux est normalement redistribuée aux indigents.

En terme de risque, c'est en diversifiant leurs activités, en les articulant dans le temps et en les dispersant dans l'espace, par le stockage des récoltes dans les greniers, par l'accumulation dans le bétail ; puis c'est en participant à de larges réseaux de solidarité, que les gens de la vallée s'armaient contre toutes sortes d'aléas afin d'échapper à la crise de subsistance.

Le commerce n'avait-il pas pour fonction primordiale, dans ce contexte, de pourvoir à l'alimentation quand la production agricole était déficitaire ? Le commerce à distance était-il en mesure d'assurer la couverture des besoins vivriers ? Il n'est que d'évoquer la prédation guerrière — les razzias notamment — qui resurgissait en cas de pénurie et de guerre, ou les pratiques des traitants qui stockaient le grain pour consentir ensuite des avances, à des taux usuraires, aux gens démunis pour suggérer que dans le contexte de l'économie de traite les « pratiques marchandes » pouvaient être des facteurs aggravants du risque. Les textes discutant le rôle des faits écologiques dans le déclenchement des famines et des disettes (BECKER, 1982) pour les XVII^e et XVIII^e siècles en Sénégal et sur la région de Bakel pour la période mieux connue de 1858 à 1945 (CHASTANET, 1983) insistent sur leur fréquence croissante, — quinze années de crise de subsistance au XVII^e, plus de trente au XVIII^e et enfin quarante cinq pour la période suivie à Bakel. Les situations catastrophiques ne s'expliquent pas seulement par la sécheresse, l'inondation, les sauterelles, la production est aussi désorganisée par les guerres, le pillage, la traite, les épidémies. À la période coloniale le commerce des céréales a connu toutes sortes d'entraves, par voie réglementaire. L'administration est intervenue de façon contradictoire sur ce plan : par la collecte de l'impôt elle obligeait les paysans à vendre les surplus céréaliers, par contre elle a tenté d'améliorer et d'accroître le stockage des productions vivrières en vue de la soudure. Pendant les années de crise, elle assurait, en catastrophe, l'acheminement de vivres de secours.

Les évolutions modernes de ces systèmes agro-pastoraux ont pu se faire dans deux sens opposés. Le groupe solidaire s'est réduit, notamment par l'émancipation des catégories serviles : dans le cas des éleveurs, les nobles ont pu imposer, à titre de redevances foncières, des prélèvements en nature, sur la production céréalière de leurs anciens captifs obligés d'emprunter la terre, eux-mêmes devenant cultivateurs. Les serviteurs affranchis, quant à eux, ont cherché à acquérir des parcelles, à constituer des troupeaux, enfin, à conforter les ressources familiales en s'adonnant à de multiples travaux : fabrication du charbon, cueillette de la gomme, participation à des entraides collectives. Les groupes ainsi réduits à des effectifs restreints, éprouaient le besoin de diversifier leurs activités et leurs ressources.

À l'inverse, on a pu observer des tendances à la spécialisation ; par exemple chez des pêcheurs, des éleveurs ou des cultivateurs s'adonnant au maraîchage à des fins lucratives. Une telle mutation suppose que l'activité prenne de l'importance. Il faut investir, aménager de nouveaux espaces, équiper, employer de la main d'œuvre, atteindre et affronter le marché. La spécialisation suppose la constitution d'un capital et conduit logiquement à un accroissement des revenus financiers. En cas de difficulté, le volant monétaire est mis à contribution pour couvrir les besoins domestiques.

2. ÉMIGRATION ET STRATÉGIE ANTI-RISQUE

En terme de diversification des ressources, l'émigration, depuis plusieurs décennies, joue un rôle considérable. Face aux risques d'origine agricole l'émigration peut représenter, de fait, une réponse efficace. Il est évident que les ressources qu'elle est censée rapporter dans la région ne sont pas mieux assurées, vu les risques considérables que prennent les émigrants ; mais les aléas sont de nature différente, et se manifestent en d'autres temps et lieux.

Il est hors de propos de refaire ici l'historique des migrations de la

population de la région, pourtant il est impossible de considérer le risque en agriculture sans rappeler leur poids dans les économies familiales et leurs effets quant au développement ou à la stagnation de l'agriculture elle-même.

L'émigration de la force de travail a transformé les modes de production de la région. Les effets induits sur les activités agricoles et les économies locales apparaissent considérables. Nous nous limiterons ici à discuter les fonctions « anti-risque » qu'elle assure, par les ressources qu'elle envoie dans la région.

Il y a eu les migrations de travail, vers les zones de cultures de rente. Jusque vers les années 1950, Soninké et gens du Fouta Toro travaillaient comme saisonniers (navétanes) pendant l'hivernage, dans les villages du bassin arachidier. En quelque sorte cette migration saisonnière et rurale, constituait un nouveau volet d'activité dans le système de production familial : une activité agricole à distance destinée à produire du numéraire. Malgré cette distance, cette ressource nouvelle demeure soumise à des aléas écologiques très proches de ceux dont souffre l'agriculture pluviale locale.

Puis il y a le cas extrême des migrations maure et soninké. Dans tous les campements maures, dans tous les villages soninké de la vallée une fraction importante des hommes est partie s'employer à l'extérieur, sans cesser d'appartenir aux unités domestiques des lieux d'origine. Les maures vont faire du commerce en tenant boutique dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest. Les Soninké s'emploient dans les zones urbaines en France. Quels que soient les difficultés et les échecs, — les risques — que comportent ces itinéraires migratoires, ils sont à la source de revenus relativement importants et réguliers dont une fraction sert à faire vivre les familles sur les lieux d'origine. Pendant la dernière période ils ont souvent constitué la ressource principale assurant notamment la sécurité alimentaire. Avec un tel emploi de la force de travail, le risque d'origine agricole se trouve marginalisé. L'agriculture qui souffre de l'exode de sa population la plus vigoureuse et dynamique en arrive parfois, en retour, à s'équiper avec l'argent des émigrés.

Au Fouta Toro, le phénomène migratoire a pris des formes diverses. Les migrations saisonnières vers le bassin arachidier ont cessé il y a une trentaine d'années. La migration au long cours, vers l'Europe et les États d'Afrique Centrale et Occidentale, connaît son expansion maximale dans les villages de l'amont, sans être aussi massive et structurée que dans les villages soninké ou dans certaines tribus maures. Par contre l'émigration vers les villes sénégalaises et mauritaniennes se développe depuis quarante ans, se traduisant par l'urbanisation progressive, à distance, d'une fraction croissante de la population toucouleur.

Le village de Guia fournit une illustration de cette émigration. Dans les années 1970 la population vivant au village était de 938 habitants, la population urbaine originaire de Guia (et sa descendance) atteignait l'effectif de 277 habitants, tandis que les jeunes en partance, considérés comme non fixés, étaient 77. En terme d'échanges économiques, en particulier d'assistance vivrière en périodes difficiles l'apport est moins régulier donc moins important que dans le cas des migrations de travail, tournantes, des actifs masculins. Nous constatons cependant que les liens sont actualisés par des visites régulières et fréquentes notamment quand le mari est parti seul et travaille loin du village. Les pèlerinages et les grandes prières, organisées à l'initiative des notables, font revenir et réunissent tout le monde au village. Les citadins envoient des enfants dans les écoles coraniques, se rendent près des guérisseurs. À l'inverse les familles urbaines installées se doivent d'accueillir des écoliers, des malades et des jeunes en quête de travail. La cohésion des groupes lignagers ou villageois est ainsi maintenue et réactualisée. La vie de

relation comporte des aspects économiques : les envois réguliers d'argent pour les dépendants, le versement des dots, parfois l'acquisition de bétail, les participations à des entreprises collectives, le versement de la dîme coranique. Rien n'indique que la distance et l'urbanisation soient des facteurs de rupture dans le cas des habitants du Fouta Toro. La fonction « anti-risque » de ces réseaux est évidente avec des liens aussi vivants. On ne peut considérer les groupes familiaux résidant dans les villages et les campements de la vallée sans prendre en compte les réseaux souvent étendus qu'ils ont générés, tant sur le plan social qu'économique.

À considérer l'évolution de l'agriculture à court terme et la fonction traditionnelle de la production agricole dans les économies familiales, l'émigration apparaîtrait indéniablement comme facteur de stagnation, de régression et d'appauvrissement. Mais ce serait ignorer ces relations à distance, maintenues et entretenues, leurs fonctions économiques et notamment le rôle qu'elles peuvent jouer contre le risque, en terme de sécurité alimentaire, et de santé. Ne sont-elles pas, pour les groupes familiaux le moyen de réduire les risques majeurs qui n'ont cessé d'être des menaces pour leur existence même, plutôt que de produire des modes de gestion de l'espace, qui laissent entières les incertitudes d'antan, ou d'expérimenter, sur place, des systèmes de production agricoles qui en créent de nouvelles ?

3. LA CULTURE IRRIGUÉE ET COUTEUSE

Sur la trame ancienne de l'agriculture réputée aléatoire, à « hauts risques », l'aménagement de terres irriguées se voulait la voie d'une agriculture « sécurisée » et productive, fondement du développement rural. Effectivement dans les étendues arides, atteintes par les sécheresses, les plans d'eau miroitants des rizières et le vert dru du végétal sont dorénavant inscrits dans le paysage ; la prouesse technique est devenue pratique paysanne. Mais l'appropriation de nouvelles techniques et l'adoption de nouveaux modes d'exploitation ne vont pas sans mésaventures. Il y a les écueils à reconnaître et les risques nouveaux à assumer. Ces rizières à la réalité bien tangible auront trop souvent l'apparence trompeuse des mirages !

D'emblée la culture irriguée se traduit par des investissements importants à amortir. Pour la campagne agricole, l'exploitant paie l'eau ou achète du carburant, se procure des semences, des produits de traitement, de l'engrais... L'engagement financier est plus ou moins important suivant le type d'aménagement, la culture, la saison ; il est toujours élevé s'il est comparé à la quasi absence d'intrants des systèmes d'exploitation traditionnels. Toute déficience de l'aménagement, tout retard dans l'approvisionnement en début de campagne, toute panne de la pompe en période d'irrigation provoquent des baisses de rendements considérables, avec pour conséquences l'effondrement de la production et l'endettement.

Le bilan global de la riziculture irriguée est sans ambiguïté pour ces dernières années. En cumulant toutes les charges, le riz reviendrait à plus de 250 F CFA le kilo alors que le riz, généralement consommé au Sénégal sous forme de brisure, s'importait à 44 F CFA en 1986 et que le prix de vente imposé par l'État est à cette date de 160 F CFA le kg. Le prix de revient à la production évalué à l'échelle de la vallée recouvre des disparités importantes, entre les grands périmètres et les petits périmètres villageois. Les coûts d'aménagement à l'hectare sont élevés pour les premiers, avec des équipements lourds pour l'irrigation et la culture. La Société de Développement prend en

gestion de ces périmètres, recrute et forme les exploitants, leur impose un cahier des charges précis et rigoureux. Elle fournit des prestations en travail mécanisé, récupère les charges, assure la commercialisation, le transport et la transformation du produit. Les exploitants ainsi encadrés se voient attribuer des superficies relativement importantes, de 1 à 3 ha, mais supportent des charges élevées.

Dans le cas des petits périmètres villageois l'engagement de l'État est bien moindre ; les paysans réalisent les canaux et le planage. La société de développement avance le groupe motopompe, installé sur bac flottant. Elle fournit les intrants et assure l'encadrement technique. Les exploitants supportent des charges bien moindres, paient des annuités pour le renouvellement de l'équipement, et finalement disposent d'une fraction relativement importante de leur production, mais n'exploitent que des surfaces réduites (20 à 50 ares).

Dans tous les cas les paysans ne sont pas seuls engagés. Il y a pour le moins, au-dessus d'eux, les États riverains, les Sociétés d'Aménagement et de Développement. Pendant la période de démarrage, les coûts de l'aménagement et les prestations de l'encadrement technique sont pris en charge par la puissance publique. Des subventions et des dégrèvements sont accordés aux cultivateurs. Mais ensuite, les sources de financement entendent réduire sinon supprimer toutes les formes de subvention. L'État et les Sociétés d'Encadrement se « désengagent » ; autrement dit, les exploitants devront supporter les coûts réels. Or ces dernières années, fréquemment, des paysans endettés et découragés ont préféré, ou ont dû abandonner leurs parcelles du casier. Il est évident que la culture irriguée ne pourra se maintenir et se développer que subventionnée dans le cadre d'une politique de protection douanière, avec une rétribution minimale du travail paysan. Les conditions économiques très défavorables réduisent la marge de sécurité, face aux impondérables et aux accidents de tous ordres que rencontre l'exploitation des périmètres irrigués.

L'énumération des difficultés successives rencontrées par un groupement de paysans de Guia, depuis la mise en exploitation du casier irrigué de Nianga en 1975, pourra illustrer les divers risques encourus, et poser la question de la viabilité de la culture irriguée, au niveau local.

À Guia, comme dans l'ensemble des villages de la vallée, l'adjonction d'un casier irrigué n'a pas conduit à l'abandon de toutes les pratiques agricoles anciennes. Les résultats obtenus sur les différents terrains exploités méritent d'être rapportés en terme d'options expérimentées par la population paysanne et de situations critiques nouvelles.

Le périmètre de Nianga se situe au sud du Doué. La digue périphérique, construite en 1974, isole 10 000 ha de *walo*, entre le cours d'eau et la bordure dunaire méridionale.

Dans cette étendue, soustraite à l'inondation dans l'attente d'une reprise des terres par l'aménagement, le milieu se transforme brutalement. Les forêts condamnées d'emblée, sont réduites par les charbonniers. Les marigots, précédemment couverts d'herbes et bordés d'arbres s'assèchent définitivement ; c'en est fini des zones de frai, des biefs poissonneux et des concentrations de pêcheurs. La culture de décrue n'a plus lieu. Les parcours pastoraux sont tout aussi perturbés.

Viennent alors les entreprises de travaux publics qui embauchent pendant quelques mois la main d'œuvre locale ; manne toute provisoire.

L'aménagement du périmètre et l'encadrement des paysans sont confiés à la SAED (organisme public, initialement Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta). La première partie des terres (123 ha) et les locaux de

la SAED, sont prêts en juin 1975. La première tranche du casier est achevée pour l'hivernage 1976 avec 750 ha dont 660 exploitables.

La période de démarrage du casier dure jusqu'en avril 1977 ; à cette date les parcelles sont toutes aménagées et attribuées. Dans les villages des alentours, privés d'une partie de leurs terroirs et de leurs ressources traditionnels, les candidats-exploitants ont été recensés et organisés en groupements de producteurs (GP) par la SAED ; les paysans des villages de Nianga et de Guia qui avaient la majeure partie de leurs cultures de décrue dans le périmètre ont été installés en priorité.

En 1975, les villageois de Guia se voient attribuer une première surface de 24 ha ; commence alors pour eux l'expérience de la culture irriguée. L'année se divise en 3 saisons agricoles : l'hivernage, la contre-saison fraîche et la contre-saison chaude.

Pour la première campagne, l'exploitation se fait collectivement. Plus de 100 personnes participent à la culture. Du maïs est semé, en juin, par poquets de 4 à 5 graines à la manière traditionnelle mais l'épiaison se fait mal, puis les termites attaquent les tiges, enfin les rats qui pullulent cette année anéantissent la culture. La récolte faite en janvier ne couvre pas les charges.

Pour la campagne de saison fraîche suivante (début 1976), le village dispose de 31 ha. La tomate couvre 8 ha, la culture réussit et la production est évacuée par la SAED vers l'usine de la société industrielle SOCAS. La SAED récupère les charges et les dettes de la précédente campagne. Le poivron semé sur 6 ha pousse normalement ; un commerçant libanais dakarois, sous contrat avec la SAED, devait acheter la production ; il enlève la première partie de la récolte, ne parvient pas à l'exporter, ne paie pas, se brouille avec la SAED et disparaît du circuit. La récolte pourrit sur pied ; à la différence de la tomate le poivron n'est pas consommé sur place.

Le riz est semé à la fin mars, la récolte est correcte (en contre-saison chaude) les charges sont versées en nature, ce qui reste ne suffit pas pour nourrir les familles des exploitants.

Au cours de cette première année, les paysans ont expérimenté des techniques nouvelles. Les difficultés rencontrées ne relèvent pas toutes de l'inexpérience. Ils ont vérifié que la maîtrise de l'eau ne les mettait pas à l'abri de tous les périls d'origine écologique. La faune prédatrice et ravageuse des cultures se manifeste aussi sur les périmètres irrigués. La commercialisation d'une production périssable suppose des débouchés à des prix rémunérateurs, des commerçants fiables et ponctuels ; autant de facteurs mal assurés au terme de la campagne. La culture irriguée se donne comme premier objectif la sécurité alimentaire ; ce n'est souvent qu'en différant le remboursement des dettes en fin de campagne que la famille de l'exploitant parvient à se nourrir pendant une partie de l'année avec sa production céréalière. Les retards en début de campagne se répercutent en fin de cycle, puis les récoltes ou les battages traînent, finalement les dates d'enlèvement sont trop tardives ; et la deuxième campagne ne peut avoir lieu. Avec la difficulté de caler correctement les cycles successifs, très souvent il n'y aura qu'une campagne sur deux, autrement dit, trois récoltes en deux ans au lieu de six annoncées.

L'organisation du casier est reprise avant l'hivernage 76. Les gens de Guia disposent maintenant de 120 ha. La SAED organise les exploitants en Groupements de Producteurs. Chaque GP comprend de 15 à 25 membres qui se sont cooptés, et se sont donnés un chef.

Parmi les 6 GP formés à Guia, le groupement dirigé par Assane LY (Guia 3) dispose de 24 ha et comprend 23 exploitants. Pendant les huit années qui vont suivre, ce GP demeurera très cohérent et solidaire. Vu le côté inédit et

apparemment improvisé de ces groupes on pouvait craindre des désaccords, des tensions, dès les premières difficultés. Le risque d'éclatement a été maîtrisé dans le cas de Guia 3.

« *Mon groupement est une seule personne* » affirme d'emblée Assane LY. Depuis 1975, personne n'a rompu le « contrat » et aucune exclusion n'a été envisagée : ils sont toujours ensemble à l'exception de 4 familles qui se sont retirées à la suite de décès ou de déplacements. Effectivement tous les membres du GP sont liés par la parenté ; en fait c'est par rapport à Ousmane LY, le père de Assane que tout s'ordonne. Il est doyen du lignage LY à Guia. Son autorité notamment pour l'organisation des mariages, l'orientation et la formation des jeunes, l'arbitrage des litiges semble unanimement reconnue. Il vit retiré sur les dunes, loin du village depuis plusieurs années. Pour la conduite du GP, il a délégué son autorité à son fils aîné. Si l'organisation en GP fait figure d'innovation sociale, elle se fonde dans ce cas sur une entité lignagère et en respecte les rapports traditionnels d'autorité, d'où sa cohésion à toute épreuve.

Nous ne décrirons pas dans le détail les campagnes agricoles qui se sont succédées depuis 1976, l'exposé s'arrêtera aux principales difficultés, telles qu'elles sont relatées par les intéressés.

La campagne d'hivernage de 1976 se déroule normalement. Tout est semé en riz. La SAED, en plus de l'eau, fournit la semence, l'engrais (obligatoire) et de l'herbicide, elle effectue mécaniquement le labour, le semis en sec, le battage. Les paysans ont aplani le terrain à la main après le labour, assuré la conduite de l'eau et l'irrigation dans les parcelles, sarclé ce qui n'était pas désherbé chimiquement, récolté à la faucille. La production totale est de 65 tonnes. La faiblesse relative des rendements, 2,7 t/ha, s'explique par l'enherbement, le sarclage et le traitement herbicide ayant été faits trop tard. Les charges retournées en nature à la SAED apparaissent énormes, 45 tonnes, et il manque l'équivalent de 5 tonnes pour couvrir la totalité. Les familles n'ont pu garder que 20 tonnes de paddy pour la consommation, soit moins d'une tonne par famille, et sont endettées en fin de campagne.

En contre-saison fraîche, à peine la moitié de la surface sera exploitée ; les 11 ha cultivés en tomate produisent 18 t/ha. Les charges, y compris le reliquat sur la culture de riz précédente, sont acquittées. Finalement il reste un revenu monétaire jugé satisfaisant.

En contre-saison chaude, les 13 autres hectares sont semés en riz, en mars, après les « froids ». Le rendement dépasse 4 t/ha en dépit des attaques d'oiseaux. Le prélèvement au titre des charges atteint 17 tonnes. Chaque famille dispose d'environ 1,5 t de riz paddy.

Finalement la consommation est à peu près assurée. Les relations avec la SAED demeurent correctes. Les paysans se plaignent de la fatigue, au terme de cette dernière campagne. Ils ont travaillé sous le chaleur accablante de la fin de la saison sèche qui est habituellement un temps de repos.

L'année suivante (1977-78) l'exploitation du casier rencontrera deux difficultés principales : le calage des trois cycles de culture et les dégâts d'oiseaux.

En hivernage, la terre précédemment occupée par la tomate reste en jachère. Le riz est semé après le riz sur 13 ha et le rendement dépassera 4 t/ha. La tomate repiquée en octobre sur les 11 ha restants, réussira très bien. Le rendement dépasse 20 t/ha, (le GP sera gratifié d'une prime au moment de la vente : 16 F le kg au lieu de 15). La commercialisation se passe sans encombre pour Guia 3, mais plusieurs GP ne parviendront pas à évacuer toute leur production (manque de caisses) ; une partie de la récolte pourrira sur place.

En contre-saison chaude, le riz est semé après le riz (sur 13 ha). Les oiseaux

ravagent la récolte. Le rendement chute à 3,2 t/ha. Chaque famille prélèvera 1,1 t pour sa consommation, 15 t seront remboursées à la SAED, et il restera l'équivalent de 2 t d'impayé au titre des charges.

Pendant l'hivernage de 1978, 13 ha sont cultivés en riz, le GP s'organise autrement. Pour créer de l'émulation, les exploitants forment deux équipes sur le terrain et ébauchent une partition de la terre. Le rendement moyen atteint 4,5 t/ha.

En contre-saison fraîche, la tomate n'occupe que 7,5 ha ; les 3,5 ha restants sont semés en haricots verts. Les deux cultures réussissent, la récolte et la vente se déroulent sans problèmes. Toutes charges acquittées, le GP d'Assane LY est, en ce moment, l'un des seuls à n'avoir pas de contentieux avec la SAED.

De graves difficultés surviennent au cours de la contre-saison chaude. La station de pompage tombe en panne alors que le riz est en herbe. Il faudra un mois à la SAED pour faire venir la pièce de rechange. Presque tout le riz meurt. La SAED admet qu'il y a sinistre. Autrement dit les paysans n'ont pas à payer les charges de la campagne, mais ils ont travaillé pour rien et les familles n'ont pour leur consommation que 2 q de riz paddy chacune, le maigre produit de la récolte.

Le GP se réorganise avant l'hivernage de 1979. La terre, fractionnée en parcelles, est attribuée à chacun par tirage au sort. Pour le secteur de 15 ha destiné au riz, la surface varie de 0,48 à 0,96 ha. Pour la culture de riz le rendement moyen se maintient à 4,5 t/ha, mais de grandes différences apparaissent entre les exploitants : 4 dépassent 6 t/ha mais 3 n'atteignent pas 2 t/ha (à cause du désherbage négligé par insuffisance de main-d'œuvre). Pour cette campagne les charges exceptionnellement élevées (l'équivalent de 30 t de paddy) du fait de l'achat de 12 pulvérisateurs, ne pourront être remboursées par tous. Le chef du GP obtient un différé portant sur la moitié des charges pour les récoltes les plus faibles.

En contre-saison fraîche, la tomate est exploitée collectivement sur 7 ha. Nouvelle panne à la station de pompage : les rendements plafonnent à 4 t/ha. La SAED ne veut pas admettre le sinistre d'où de graves tensions. Finalement le sinistre est reconnu à 50 % par la SAED. Les producteurs refusent de payer la part de charge maintenue.

Les 10 ha cultivés en contre-saison chaude ne produiront rien, encore à cause de la déficience du pompage, ce qui aggrave le contentieux et les tensions.

Pour l'hivernage de 1980, le rendement moyen sur les 15 ha de riz est estimé à 5 t/ha. Mais les disparités demeurent ; l'un des exploitants n'obtient que 1,4 t/ha malgré l'aide reçue pour désherber. Un autre a quasiment abandonné sa parcelle. Ces membres obtiennent des reports de dettes. Comme le remboursement à l'échelle du groupement dépasse les 90 % il n'y a pas pénalité ni blocage.

En contre-saison fraîche, il n'y a pas eu de culture de tomate à cause du contentieux de l'année précédente.

En contre-saison chaude, le riz est semé sur 7,5 ha, à la place de la tomate. La rotation s'avère bénéfique, le rendement moyen plafonne à plus de 6 t/ha avec une production homogène sur les 20 petites parcelles.

En 1981, le riz, cultivé sur 15 ha, donne environ 5 t/ha, sans grosses disparités. Ensuite la tomate, remise sur 6 ha, en culture collective, produit en moyenne 15 t/ha. Tout s'arrange momentanément avec la SAED.

En contre-saison chaude, seulement 10 exploitants font du riz, sur 9 ha ; les autres préfèrent se consacrer à la culture de décrue, le fleuve ayant bien inondé

le *walo*. Les rendements pour le riz tombent à 2 t/ha ; les producteurs se retrouvent endettés. On incrimine la semence et les dégâts d'oiseaux, l'irrigation et le désherbage ayant été bien faits.

Pendant l'hivernage 82, le riz couvre toute la terre affectée au GP, à l'exception d'un hectare rendu stérile par l'accroissement de la salinité. Nouvelle panne de la pompe, les paysans s'en prennent au nouveau directeur du périmètre. Sur les 22 hectares mis en culture, 5 sont récoltés, pour une production totale inférieure à 10 tonnes. La SAED demande 70 % des charges sur ces 5 hectares, et admet le sinistre pour le reste. Les paysans n'acceptent de verser que la moitié des sommes demandées.

Rien n'est cultivé au cours des deux saisons suivantes, la station de pompage étant en trop mauvais état et le fleuve trop bas, à cause de la sécheresse.

En 1983 et en 1984 intervient la réhabilitation du périmètre de Nianga. Elle coïncide avec les pluies et la crue très déficitaires de l'hivernage 83.

Pendant cet hivernage le GP d'Assane LY ensemence toute sa terre en riz. Les rendements atteignent 4 t/ha, ce qui permet de tout rembourser à la SAED.

Au cours des deux saisons agricoles suivantes rien n'est semé, par manque d'eau.

Il n'y aura pas, non plus, de culture de décrue. La situation est dramatique. L'aide alimentaire qui parvient au village est limitée à quelques kilos par habitant.

Là, se greffe un événement important pour le groupement ; l'aménagement d'un petit casier, sur les terres du lignage, hors du grand périmètre, au lieu-dit Iniogol. Sur les 20 exploitants qui constituent le GP en 1984, 16 participent à l'exploitation du petit périmètre. À partir de ce moment le groupement dispose de terres exploitables à sa convenance, en plus des parcelles de la SAED.

En janvier 84, a lieu la première mise en culture d'Iniogol ; 9 ha plantés en tomate. La récolte sera médiocre (39 t au total) à cause du repiquage trop tardif.

Pendant l'hivernage 84, les 23 ha du périmètre de Nianga sont semés en riz. Le rendement moyen atteint 6 t/ha. Les membres du GP reconstituent leurs réserves vivrières en priorité. Ils ne parviennent ensuite qu'à rembourser une partie de leurs dettes à la SAED se réservant de liquider le reste avec la récolte de tomate à venir sur le casier d'Iniogol.

Après le riz, les terres du grand périmètre sont laissées à l'abandon pendant toute la saison sèche.

En contre-saison, les gens du groupement exploitent les 12 ha d'Iniogol : 9,5 ha en tomate et 2,5 ha en oignon. Le total des charges carburant et huile, 184 560 F, travaux de labour et de billonnage faits à façon, 262 500 F, amortissement de la pompe versé en provision à la banque BICIS 145 000 F — s'élève à 592 060 F pour tout le périmètre. Le GP tente d'innover pour écouler ses productions : plus d'une tonne de tomates est vendue, au détail, sur le marché voisin de Podor, à 40 F le kg, tandis que les sociétés industrielles SOCAS et SNTI achètent les 45 tonnes qui restent, à 21 F le kg ; soit une rentrée d'argent d'environ un million de F.

Chaque exploitant récolte à peu près 600 kg d'oignons. Une partie de la production est vendue au détail sur le marché local, à 80 ou 100 F le kg. Le chef du GP tente d'écouler le reste de la récolte, à meilleur prix, à l'extérieur. Il rachète les oignons des autres producteurs, à 95 F le kg, loue un camion et transporte le tout à 400 km de là, jusqu'à Bakel où l'oignon se vend sur le marché à 160 à 175 F le kg. Malheureusement, il pleut en cours de route et une

partie du chargement est perdue. L'opération se solde par un déficit pour A. LY.

Par de telles initiatives, et les prises de risques qu'elles comportent, les paysans affirment le projet tout à fait clair, de gagner de l'argent. Cet objectif qui a conduit les migrants de la région, si longtemps, si loin de leurs villages, ils tentent maintenant de l'atteindre sur place, dans le *walo*. L'extension de la prise de risque à l'activité commerciale peut apparaître aventureuse. Celle-ci se conçoit dans le cadre d'une activité commerciale régulière et de longue durée, exercée par un commerçant spécialisé et professionnel, réalisant un gros volume d'opérations et pouvant inclure ses pertes dans ses marges brutes. On notera qu'A. LY était avant 1975 le principal commerçant de Guia.

L'organisation du périmètre de Nianga subit un changement important en 1985. Les GP sont fédérés en Sections d'Utilisation de Matériel Agricole ; 11 SUMA sont ainsi créées.

Le GP Guia 3, avec 5 autres GP, forme l'une de ces SUMA, Assane LY en devient le président. Le nouvel organisme de production est doté de gros équipements tout neufs : un tracteur, un rotovator à disques, une remorque, une batteuse. Soient des annuités de 1,2 million de F à verser à la BICIS pour l'amortissement. La SUMA dispose au total de 93 ha sur le casier. La SAED se dessaisit au profit des SUMA de la gestion de tout le parc de matériels et des travaux qu'elle effectuait à la demande. Elle assure dorénavant la gestion de l'eau et continue à vendre l'engrais, les produits phyto-sanitaires, les herbicides. L'eau et les intrants cessent d'être subventionnés, tandis que le prix de vente du paddy est augmenté (82 F en 1985).

Apparemment les contraintes économiques restent aussi fortes. La nécessité d'une gestion rigoureuse incombe maintenant aux paysans. C'est en s'insinuant dans les circuits marchands, en prenant en charge la transformation de la production que certains tentent d'élargir les marges bénéficiaires ; La SUMA permet d'acquérir des décortiqueuses pour le riz, un camion pour le transport, si besoin est. Déjà certains groupements de paysans font de la brisure de riz avec des moyens artisanaux, ou transportent sur les marchés urbains des tomates et des oignons. Mais alors les risques et les coûts ont-ils été mesurés ?

Au moment où nous avons quitté le GP d'Assane LY, en janvier 86, la récolte des 23 ha de riz s'achève par le battage sur le grand périmètre, 16 de ces membres commencent à repiquer la tomate à Iniogol. À la même période, 10 d'entre eux continuent à exploiter des champs de berge ou de *walo*, 5 disposent de troupeaux, 1 autre pêche, 2 font du commerce... Seul A. LY se consacre exclusivement à la culture irriguée, mais il est président de SUMA, entre autre fonctions. Tous ont des parents proches en « voyage » ou établis en ville, avec qui sont maintenues des relations étroites.

Au terme de ces 11 ans d'expérimentation paysanne le bilan n'est guère brillant. Pour l'exploitation de la portion du grand périmètre attribué au groupement de producteurs Guia 3 :

- sur 11 campagnes d'hivernage 7 ont réussi ; pour 3 autres les problèmes rencontrés ont occasionné des baisses de production ou de revenu et enfin le casier a été sinistré une fois.

- pour les 11 contre-saisons froides, on compte 5 campagnes réussies, 1 sinistre et 5 abandons.

- pour les contre-saisons chaudes il y a eu 2 campagnes réussies, 2 à problèmes, 3 sinistres et 4 abandons.

Au total, sur 33 campagnes possibles, 14 ont été réussies, 5 ont rencontré des problèmes sérieux, 5 ont été reconnues « sinistres » et enfin le casier a été laissé à l'abandon 9 fois ; situation qui prévaut pour les 2 contre-saisons depuis la mise en culture d'Iniogol.

Les incertitudes se traduisent par des variations plus ou moins accidentelles de la production. Le risque immédiat pour le paysan étant l'endettement, qui peut le conduire ou le contraindre à l'abandon.

Les enjeux et les risques débordent, de plus en plus, le cadre strict de la production agricole. D'initiatives heureuses en improvisations hasardeuses, il y a dorénavant ces risques nouveaux que prend l'exploitant et qui n'ont plus lieu sur la parcelle.

La pluri-activité demeure une assurance rarement abandonnée : les composantes s'en modifient, à l'exception notable cependant de ceux qui se confinent dans les activités et les pratiques traditionnelles.

Le risque en agriculture irriguée n'est plus le fait des seuls exploitants. Pour la dernière période à Guia, alors que les paysans limitent l'utilisation du grand périmètre à la production du riz en hivernage et s'émancipent de la tutelle de la SAED sur des petits périmètres qu'ils gèrent eux-mêmes, espérant ainsi accroître, diversifier et assurer leurs ressources, la SAED se trouve dans la situation intenable, économiquement parlant, d'aménager à des coûts élevés, de gérer un périmètre de plus en plus sous-exploité et d'entretenir des filières d'achat et de traitement alors que la production emprunte d'autres voies. Le désengagement de la société d'État, dont il est tant question à présent, s'inscrit dans ce contexte.

CONCLUSION

La notion de risque en agriculture peut recouvrir toutes causes imprévues ou exceptionnelles de déficits graves des ressources d'origine agricole, bien au-delà des perturbations que les aléas écologiques portent au déroulement de l'exploitation, et des préjudices que subissent les seuls agriculteurs. Dorénavant, le risque met en cause, et en jeu, d'autres instances à savoir toutes les parties prenantes et leur environnement : la population exploitante mais aussi l'encadrement technique, les filières marchandes et de transformation, les « bailleurs de fonds », l'État. Chacune de ces instances a sa perception du risque et sa marge de manœuvre pour en réduire et en contrer les effets, compte tenu de ses objectifs. Bien qu'il y ait « réaction en chaîne » les analyses et les comportements de ces catégories d'acteurs diffèrent, voire s'opposent. Finalement les effets du risque se comptabilisent au niveau des économies nationales et internationales, mais le risque se manifeste et se gère d'abord et encore au niveau local.

Les changements de nature des risques agricoles, et la perception qu'en ont les populations riveraines du fleuve Sénégal sont liés au délaissement relatif des terroirs traditionnels, à l'élargissement des réseaux familiaux par l'émigration, et maintenant à l'extension des cultures irriguées.

L'agriculture ancienne demeure à « hauts risques », ces risques étant aggravés par la dégradation physique des terroirs et par le départ des jeunes actifs.

À la différence de la mobilité traditionnelle qui tirait parti des divers milieux et ressources situés dans les aires agro-pastorales riveraines, afin d'assurer essentiellement la base vivrière, la mobilité moderne disperse la force de travail vers des activités non agricoles, de plus en plus urbaines. Elle conduit à une transformation des modes de production. Il en résulte un

élargissement des bases de l'économie familiale, en permanence ou dans les situations de crise ; d'où une relative marginalisation plus ou moins marquée des risques d'origine agricole.

En agriculture irriguée les risques proviennent à présent de facteurs écologiques non contrôlés, d'une maîtrise insuffisante des techniques de production, d'incertitudes quant aux débouchés. Au niveau local les marges s'avèrent étroites et fluctuantes entre des charges croissantes, se rapprochant des « coûts réels », supportées par les producteurs, et les cours fixés pour la vente de la production. Pendant les deux dernières décennies, la viabilité des systèmes de production a été assurée par le soutien de l'État : des coûts d'aménagement et d'encadrement non comptabilisés, des prix d'intrants encore subventionnés et des cours soutenus. Le désengagement de l'État et de la société d'intervention impliquent une réduction de ces appuis. Maintenant les paysans de la vallée vont devoir gérer toutes les terres irriguées. Les conditions de la réussite sont bien connues : des techniques de production maîtrisées, des coûts de production réduits et des prix rémunérateurs ; or aucune de ces conditions n'est vraiment assurée.

Cette analyse ne prend pas en compte les risques qui affectent depuis la fin de 1988 les populations riveraines du fait des tensions frontalières. L'expulsion et le bannissement, les spoliations de terres et de troupeaux touchent dorénavant une proportion importante des cultivateurs et des éleveurs de la région.

BIBLIOGRAPHIE

- Aménagement hydro-agricoles et systèmes de production dans la vallée du fleuve Sénégal, 1986.
— *Cah. Rech. Dev.*, n° 12, Montpellier, CIRAD, 77 p.
- BECKER (Ch), 1982. — Les conditions écologiques et la traite des esclaves en Sénégal : « climat », « famines », « sécheresse », « épidémies » aux XVII^e et XVIII^e siècles. Table ronde : « sécheresse, famine », Centre d'Études Africaines, Paris, 56 p.
- BOUTILLIER (J. L.) *et al.*, 1962. — La Moyenne Vallée du Sénégal. Étude socio-économique PUF, Paris, 369 p.
- CHASTANET (M.), 1983. — Les crises de subsistances dans les villages soninké du cercle de Bakel, de 1858 à 1945. *Cah. d'Ét. Afr.* n° 89-90 : 5-36.
- LERICOLLAIS (A.), 1976. — La sécheresse et les populations de la vallée du Sénégal in « La désertification au sud du Sahara ». Actes du Colloque de Nouakchott : 111-117. N.E.A., Dakar-Abidjan.
- LERICOLLAIS (A.), SCHMITZ (J.), 1984. — La calebasse et la houe. Techniques et outils des cultures de décrue dans la vallée du Sénégal. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, n° 3-4 : 427-452.
- Migrations sénégalaises, 1975. — *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XII, n° 2, Paris.